

2006-2007 : La division et les défaites

Jalons pour mémoire (suite)

En 2007, victoire de Nicolas Sarkozy ! Se remémorer, comprendre, vingt ans après, ce n'est pas du luxe.

Lire les premières lignes de la *Charte pour une alternative au libéralisme* montre une assez grande confiance politique ¹: « L'esprit du 29 mai est bien vivant : le rejet du libéralisme est toujours là, l'exigence d'une alternative grandit ». Cela n'est pas arrêté par les arguments de mauvaise foi, comme celui de Pascal Perrineau, et sa carrière confondue entre « Sciences Po. » et des travaux au service de la droite de gouvernement ² : les électeurs du non ont été « l'objet d'une véritable tentative de captation politique afin de faire oublier la logique d'agrégation des contraires propre à l'instrument référendaire ». Quand il y a eu près de 1 500 réunions publiques... Un grand démocrate !

En quelques semaines, cette campagne a suscité des énergies ; pour citer un de ces textes : « *Si les 800 collectifs locaux du Non de gauche convergent vers des assises nationales après le référendum, cela donnera sans doute autre chose que les cartels partidaires habituels. Cela obligera les partis à une attitude constructive et unitaire. Cela favorisera un changement de registre pour passer de la simple démonstration de force (dans les meetings, manifs et sondages) à un débat public sur un projet politique de transformation sociale.* »³ Organisé par le Collectif national pour le « NON », le meeting parisien du 27 mai, a même vu la participation, pour le PS, de Laurent Fabius et Henri Emmanuelli... Une sorte de rassemblement de toute la gauche !

Elle est mise en évidence par deux mouvements sociaux différents.

Après la mort de deux adolescents fuyant un contrôle de police⁴, trois semaines d'affrontement ont lieu. La [Direction centrale des Renseignements généraux](#) (DCRG) remarque que « les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leur

¹ - [charte29 PDF \(hussonet.free.fr & https://slideplayer.fr/slide/6191684/](#)

² - in Annie Laurent et Nicolas Sauger (dir.), « Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen : comprendre le « non » français », *Les cahiers du CEVIPOF*, n° 42, Juillet 2005.

³ - - *Nous Voulons Autre Chose !* - Jean-Marie Fouquer, Maud Ingarao, Alex Neumann, Christel Pesme, Lucia Sagradini, Ian Dufour.

⁴ - Zyed Benna et Bouna Traoré, le 27 octobre 2005 à [Clichy-sous-Bois](#), deux adolescents [électrocutés](#) dans l'enceinte d'un [poste électrique](#) dans lequel ils se sont cachés pour échapper à un [contrôle de police](#). Ainsi commence la plus grande révolte qu'aient connue les banlieues françaises : elle durera trois semaines, gagnera 200 villes, détruira 10 000 véhicules et nombre d'infrastructures pour une valeur de 250 millions d'euros. Et le « retour à la normale » nécessitera l'instauration de l'état d'urgence, le déploiement de 11 000 policiers et l'interpellation de 5 000 personnes, dont 600 seront bientôt condamnées à des peines de prison... En Seine-Saint-Denis, la quasi-totalité des personnes interpellées est française, mais on compte une majorité de personnes « issues de l'immigration », dont un peu plus de la moitié de familles maghrébines. On peut lire parmi les élu-es de ces départements : « Parti Socialiste - Des quartiers abandonnés à la violence », News Press, 7 novembre 2005. « Seine-Saint-Denis: Eliane Assassi (PCF) demande le retour du calme », AFP, 2 nov.2005

condition sociale d'exclus de la société française ». Les forces du Collectif pour le « non » sont mobilisées contre la loi « immigration jetable ».

De février à début avril 2006, une mobilisation massive des étudiants, des lycéens et des syndicats a lieu contre le contrat première embauche (CPE)⁵. Défendu par le Premier ministre Dominique de Villepin, le gouvernement recourt à l'article **49-3**, et passé par ordonnance, il est finalement retiré.

Pour résumer, voici résumé la situation, apparemment réaliste : « *les forces politiques, associatives et syndicales qui ont été motrices de la victoire du non au référendum, il y a un an, se retrouvent aujourd'hui pour proposer les bases communes d'une alternative au libéralisme.* »

Après trois années de baisse du nombre des grèves, on peut en compter davantage en 2006.

Pour celles et ceux qui portent cette dynamique du « NON », les enjeux sont tracés. Relire cette « Charte », travaillée et adoptée avec des centaines de collectifs, montre, - n'en déplaise à des experts en gestion d'appareils politiques -, les potentialités niées par leur soumission aux « règles » de l'électoratisme. Des initiatives rappellent « Ce que nous voulons »⁶. En vain : la relecture du texte montre bien qu'il était d'ores et déjà un document pouvant contribuer à un accord politique. La comparaison avec le texte « L'humain d'abord » (en 2011) ou « L'Avenir en commun » (en 2016) serait cruelle pour ces derniers.

La cause de l'échec n'est pas dans le manque d'idées politiques nettes et mobilisatrices. Elle vient des décisions prises par des « cadres politiques » refusant ce dialogue, ne voulant pas démocratiser la démocratie mais seulement des bulletins de vote.

Ces propositions et cette activité des collectifs étaient méprisées pendant qu'elle se déroulait avec constance et sérieux : les dirigeant-es des appareils politiques, membres de la campagne pour le NON, s'occupaient..., chaque groupe de « ses intérêts ».

Deux lignes de Wikipédia disent ce qui traîne dans toutes les mémoires mais mérite une correction. : *Les collectifs ne parviennent pas à désigner un candidat commun à*

⁵ - En août 2005, le [contrat nouvelle embauche](#) (CNE) a été adopté par ordonnance par le [gouvernement Dominique de Villepin](#). Les syndicats et l'opposition ont critiqué le fond de la mesure ainsi que sa forme. En effet, la mesure a été passée par ordonnance (sans débat à l'assemblée), en août, un mois durant lequel les mouvements de grèves sont difficiles à mettre en place. Sophie Binet entre alors au bureau national de l'[UNEF \(réunifiée\)](#), participant notamment au [mouvement contre le contrat première embauche de 2006](#) <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/cpe-49-3-dominique-de-villepin-2006/> Le CPE, passé au 49.3 puis enterré par Dominique de Villepin. Une loi passée au 49.3 n'est pas toujours appliquée ensuite. Illustration en 2006 avec le CPE de Dominique de Villepin, passé en force à l'Assemblée nationale et finalement abandonné face à la colère de la jeunesse.

Il y avait eu un précédent : En 1994, sous le gouvernement d'Édouard Balladur, un projet de loi, le CIP (Contrat d'insertion professionnelle ou « SMIC Jeunes ») avait suscité de vives critiques de la part du mouvement étudiant et de la jeunesse, entraînant son retrait final

⁶ - [https://www.tzitzimitl.net/docs/documents/Ce que nous voulons - programme des collectifs unitaires antiliberaux 2007.pdf](https://www.tzitzimitl.net/docs/documents/Ce%20que%20nous%20voulons%20-%20programme%20des%20collectifs%20unitaires%20antiliberaux%202007.pdf)

l'élection présidentielle de 2007, Marie-George Buffet (PCF) et José Bové (divers gauche écologique) s'en revendiquant tous deux. Le mouvement disparaît peu après.

Cette destruction d'une possibilité se serait faite sans confrontations politiques ? Elle était continuée par des meetings communs⁷. Il existe même un texte qui mêle la diversité des forces du NON et appelle à des candidatures communes pour les élections à venir⁸.

Chronologie élémentaire

La LCR, afin de présenter Olivier Besancenot et « capitaliser » de nouveaux adhérent·es, décide de ne pas se mobiliser pour une candidature unitaire. Ce choix n'est pas unanime ; des informations circulent au sujet des réactions à cette décision. Il s'agirait de préparer leur objectif, une « transcroissance » au-delà de ses effectifs. L'argument simple est le « risque de recommencer la gauche plurielle ».

Jean-Luc Mélenchon, a deux fers au feu, et ne veut pas se couper du PS. Il « a la dent dure pour la direction du PS (Hollande). Il s'est allié avec Laurent Fabius⁹, et s'est montré très modéré, estimant qu'il fallait « sortir quelque chose de ce congrès » (...) « On ne va pas se taper dessus par plaisir. Il faut une synthèse générale et honnête » (*Le Monde*, le 18 novembre 2005). En même temps, lui et ses proches, notamment François Delapierre et Jérôme Guedj, regroupent un millier de signatures d'élu·es pour leur propre texte, Trait -d'union¹⁰. Ils y maintiennent, corrigées un peu à leur façon, les propositions des Collectifs pour le « non ». « Un bloc sociologique majoritaire s'est retrouvé dans le vote « non » le 29 mai dernier. Il faut maintenant, au-delà de la résistance au néolibéralisme, l'unifier politiquement autour d'un projet de transformation sociale ». Ils se rendent compte après le congrès du PS (26 novembre 2005), qu'ils auraient dû prendre leur place dans le processus de l'après 29 mai. « Au total, notre contribution propose de refonder l'orientation du PS sur le vote du 29 mai ». ¹¹ En 2007, membres du PS ils ont soutenu, - par force...-, la campagne de Ségolène Royal (soutien du « Oui » en 2005). Aujourd'hui l'autoprésentation par Jean-Luc Mélenchon réécrit l'histoire en se présentant comme « le candidat du NON au Traité ». Certes, parmi beaucoup d'autres... Mais la dimension du mouvement pluraliste, le style « démocratisons la démocratie » ne lui a pas semblé utile pour son souci d'avoir

⁷ -<https://www.gauchemip.org/spip.php?article74>

⁸ - *RASSEMBLEMENT_ANTI-LIBERAL_DE_GAUCHE_ET_DES_CANDIDATURES_COMMUNES* PDF (www.pcf-issy.org)

⁹ - Fabius et Mélenchon présentent leur motion *Le Nouvel Obs* le 16 septembre 2005

¹⁰ - http://www.parti-socialiste.fr/congres2005/IMG/pdf/06_Tr_n.pdf <https://www.gauchemip.org/spip.php?art> Trait d'union disparaît de facto lorsque Jean-Luc Mélenchon et ses camarades prennent la décision de quitter le Parti socialiste durant le congrès de Reims, après le vote du 7 novembre 2008 départageant les motions qui place l'orientation de Ségolène Royal en tête.

¹¹ - Dans *Le Monde* daté du 31 mai 2025, Arnaud Champremier-Trigano, qui deviendra son directeur de communication quelques années plus tard, fait une remarque profondément juste « *En 2005 naît l'idée chez Jean-Luc qu'on peut faire hors du PS et qu'on peut gagner.* ». L'idée d'une candidature à l'élection présidentielle de 2007 lui traverse même l'esprit. Il avait été remarqué la présence de certains de ses proches dans divers appels,

son Parti : l'aliénation par le modèle despotique ; pas l'activité avec « les gens de la moyenne »¹², afin de la refonder, aider à la reconstruire, réorienter parfois !

Une référence commune au vote du 29 mai reste, mais aussi sa contribution particulière à la division, qui laissait un simple vis-à-vis entre le PCF et « les collectifs ».

Se déroulent des mois, marqués par le congrès du PCF en a mars 2006, de très nombreuses réunions recherchant un possible accord. Ceci traduit la place encore relativement centrale du PCF dont une partie de la direction exprime, en fait l'ambition (sic) de « faire mieux que Robert Hue » (4 % en 2002). On peut y entendre toutes les vaticinations : « acceptez, et expliquez que le PCF a changé ! » Une solution aussi simple que la désignation d'une candidature accompagnée de « principaux orateurs/trices n'est pas possible. De pseudo consultations ont lieu dont les résultats sont proclamés sans la possibilité de voir les bulletins... Démoralisant, plutôt honteux. Et cela même appelle un « Jalon de mémoire » sur « Le PCF devant le gué ». Pour ne pas répéter des sujets de division, vingt ans après, mieux valent quelques coups de scalpel et de projecteur...

Pour 2005, dans sa brièveté, *Le Parisien* du 22 décembre résume assez froidement¹³: « *Le front antilibéral explose* » « L'objectif reste de rassembler dans les urnes en 2007 tous ceux qui veulent une rupture avec le libéralisme », tente de positiver Patrice Cohen-Seat, proche de la candidate communiste.

Adjointe au maire (apparentée PC) de Paris, Clémentine Autain, indique qu'elle ne participera pas à la campagne de Buffet sans pour autant « aller planter des choux ». « Ce n'est pas la fin de l'histoire... « Je ne me résous pas à une alternative entre une droite dure et une gauche molle », affirme Autain, pour qui une autre candidature, concurrente de celle de Buffet, serait « ajouter de la division à la division ».

Les partisans de José Bové considèrent que sa candidature est la dernière chance de l'unité. Celui-ci explique ainsi que son objectif est, même à ce moment tardif, de mettre en place une campagne collective. Il appelle Buffet et Besancenot à l'y rejoindre. La candidature a été soutenue par une pétition de parrainage citoyen de plus de 40 000 signatures et se lance désormais dans la recherche des 500 signatures d'élus nécessaires pour se présenter.

Deux candidats issus des collectifs antilibéraux (et signataires de l'appel du 10 mai) sont donc représentés : [José Bové](#) et [Marie-George Buffet](#). Cependant, aucun des deux n'a été investi par les collectifs.

¹² - Colette Magny : *Comment ça va les gens de la moyenne ?* vous savez sans vous, on ne peut rien du tout comment ça va les gens de la moyenne ? savez-vous que sans vous...

[Paroles Les gens de la moyenne par Colette Magny](#) [Paroles de chansons](#)
<https://www.paroles.net/colette-magny/paroles-les-g...>

¹³ * <https://www.leparisien.fr/politique/le-front-antiliberal-explose-22-12-2006-2007616134.php>

Rejetant le social-libéralisme, d'accord sur 125 propositions, les antilibéraux espéraient ne pas trébucher sur le nom d'un candidat unique.¹⁴ C'est raté ! Personne ne peut se présenter comme la candidature de la campagne pour le « NON ».

¹⁴ - Résultats du 1^{er} tour : Nicolas Sarkozy : 21,18 % ; Ségolène Royal : 25,87 % ; François Bayrou : 18,57% Jean-Marie Le Pen 10,44%, Olivier Besancenot 4,08% Philippe De Villiers 2,23% Marie-Georges Buffet : 1,93%*Dominique Voynet : 1,57 % Arlette Laguiller : 1,33% ; José Boné : 1,32% Frédéric Nihous : 1,15% ; Gérard Schivardi : 0,34%.